

170, BOULEVARD DU MONTPARNASSE
75 014 PARIS - FRANCE
TÉL. 320.36.20
C. C. P. 1248-74 N PARIS

D 438 EL SALVADOR: MASSACRES DE PAYSANS EN CHAÎNE

Que se passe-t-il donc en El Salvador? Plusieurs séries de faits sanglants viennent à nouveau d'affecter les milieux paysans:

- Du 6 au 9 mars, cinq paysans sont assassinés par la Garde nationale à Las Vueltas, près de Chalatenango;
- Le 17 mars, une manifestation de paysans dans San Salvador, la capitale, se termine dans le sang: huit paysans tués par les forces de sécurité et un inspecteur de police tué par des manifestants armés;
- Du 20 au 23 mars, en pleine Semaine-Sainte, des opérations de la Garde nationale et les exactions du groupe parapoliticien ORDEN (Organisation démocratique nationaliste) dans la région de San Pedro Perulapán se soldent par la mort d'une trentaine de paysans - bilan provisoire.

Ce sont les organisations paysannes FECCAS (Fédération chrétienne des campesinos salvadoriens) et UTC (Union des travailleurs de la campagne) qui sont les cibles principales de ces opérations. Mais c'est aussi tout ce qui peut contribuer à une prise de conscience des paysans, comme certains mouvements d'Eglise, qui se trouve pourchassé (cf. DIAL D 429).

Le 24 novembre 1977 était adoptée la "Loi de défense et de garantie de l'ordre public" au titre de laquelle sont désormais conduites les opérations répressives (cf. DIAL D 420).

La multiplication des conflits ruraux, qui atteint en El Salvador un degré inquiétant, illustre tragiquement l'évolution actuelle des structures agraires du continent: la disparition des cultures de subsistance au profit des grandes monocultures d'exportation.

Ci-dessous, quelques textes illustrant les derniers cas.

(Note DIAL)

1- ASSASSINATS A LAS VUELTAS (6-9 MARS 1978): RECIT DES TEMOINS OCULAIRES

Le lundi 6 mars 1978, à 10 H 30, quatre membres de la Garde nationale ont capturé les paysans Miguel Guardado et Otamaro Guardado à La Laguna, dans la circonscription de Las Vueltas. Les deux paysans capturés habitaient à Conocaste. Ils ont été conduits par les militaires de la Garde nationale à la prison de Las Vueltas où ils sont restés jusqu'au mardi 7 à 4 H 30 du matin. A cette heure-là ils ont été emmenés par quatre soldats dans l'autocar de Chalatenango.

Leurs familles et de nombreux amis ont attendu le car à La Ceiba pour demander aux militaires de libérer Miguel et Otamaro parce qu'ils savaient que ceux-ci n'avaient rien à se reprocher.

Les gens ont d'abord commencé à mettre des pierres sur la route pour obliger le car à s'arrêter. Une fois le car arrêté, les paysans, bouleversés et

et désespérés, ont ensuite essayé de parler avec les membres de la Garde nationale. Mais ceux-ci ont répondu en tirant sur eux. Les gens se sont sauvés mais certains d'entre eux ont riposté aux tirs de la Garde nationale. Le bilan de l'échange de coups de feu s'est soldé par trois blessés et trois morts du côté des paysans. Les trois morts sont Manuel Brizuelá, José Alfaro et Elvira Mejía. Cette dernière est la nièce de Justo Mejía récemment assassiné (1).

Le car a ensuite été conduit jusqu'à Chalatenango par un des soldats de la Garde nationale.

Le jeudi 9 mars, des gens ont découvert deux autres corps de paysans un peu plus loin que l'endroit où avaient eu lieu les coups de feu. Les cadavres étaient ceux de Miguel Guardado et d'Otamaro Guardado, les deux paysans emmenés la veille dans le car. Le fait est en contradiction avec les informations données par les journaux et avec les déclarations officielles de la Garde nationale, selon lesquelles les deux prisonniers avaient été relâchés et qu'ils avaient pris le maquis.

Des amis des paysans morts ont fait savoir qu'Otamaro se rendait à La Laguna pour s'assurer qu'une messe devait bien être célébrée à Conocaste le 10 mars. Messe à laquelle ils voulaient inviter le vicaire épiscopal de Chalatenango, le P. Fabián Amaya Torres. C'est la raison pour laquelle Otamaro avait sur lui une lettre lui demandant d'aviser la population du coin par la radio diocésaine Y.S.A.X., car il était impossible de faire autrement. Il faut dire que bien des hameaux n'ont pas d'autre moyen de communication que la radio. Et les gens réclament toujours qu'on fasse savoir par la radio les jours de messe.

Cette lettre est certainement aux mains de ceux de la Garde nationale. Pourvu qu'ils n'en profitent pas pour charger Otamaro encore plus, alors qu'il est déjà mort, et pour accuser faussement le travail d'évangélisation qui est fait dans les villages!

...

2- NOTE OFFICIELLE DU GOUVERNEMENT APRES LES HEURTS SANGLANTS DE SAN SALVADOR (17 mars 1978)

Au sujet des provocations dirigées ce jour contre les autorités dans la capitale, en conséquence desquelles a été tué l'inspecteur de police Alberto Barahona et grièvement blessé le commandant Ricardo Canizález, le colonel Antonio López, directeur général de la Police nationale, a déclaré ce qui suit.

Aujourd'hui, aux environs de midi, une manifestation de quelques quatre cents à six cents personnes, organisée par les associations illégales de la FECCAS et de l'UTC, se dirigeait vers la Banque de crédit agricole, ainsi que le précisèrent certains des meneurs, après s'être concentrée près de l'immeuble de la Croix-Rouge salvadorienne en violation flagrante des dispositions de la loi de défense et de garantie de l'ordre public au terme desquelles de telles manifestations nécessitent une autorisation préalable des autorités compétentes.

Une unité de la Police nationale sous les ordres du commandant Ricardo Canizález s'approcha alors des manifestants. Le commandant descendit de son véhicule pour les dissuader, avec toute la courtoisie et la prudence qu'appelaient le moment, et leur demander de se séparer pacifiquement car ils étaient dans l'illégalité.

Au milieu des insultes de certains manifestants, des coups de feu éclatèrent depuis la foule et deux balles atteignirent le commandant Canizález, lequel dût être hospitalisé d'urgence en raison d'une fracture du fémur et d'une

blessure à l'aîne provoquées par des balles de pistolet calibre 45 et de revolver calibre 22.

Comme si cette agression par les armes avait été le signal, les manifestants se ruèrent sur une radio-patrouille et entreprirent de lyncher les policiers qui accompagnaient le commandant Canizález. Ceux-ci se virent dans l'obligation de repousser l'attaque et la fusillade qui suivit les nouveaux coups de feu tirés par les manifestants se solda par plusieurs blessés par balles de calibre 22, 38 et 45.

Face à la défense énergique opposée par les forces de l'ordre, les manifestants de la FECCAS et de l'UTC se dispersèrent en abandonnant plusieurs grenades incendiaires et des tracts subversifs. Certains de ces tracts furent lancés par les fuyards dans plusieurs résidences de la zone des troubles et dans l'immeuble du journal "La Prensa Gráfica".

Un groupe important de ces éléments subversifs parvint à se saisir du bus immatriculé 72-650, appartenant à la société ETASA, et s'enfuit à son bord par la route centrale en direction du Nord. Aussitôt qu'il vit que les factieux se dirigeaient vers la sortie nord de la capitale, le service de radiocommunication de la Police nationale entra en contact avec un détachement se trouvant dans la région d'Apopa pour les alerter.

Voyant arriver le bus de la ETASA en question, les policiers du détachement ^{rent} firent signe d'arrêter, à quoi les terroristes répliquèrent par un feu nourri d'armes de divers calibres. Dans l'affrontement, l'inspecteur Felipe Alberto Barahona, de la Police nationale, perdit la vie. Il en fut de même pour cinq des occupants de l'autocar.

Après avoir rapporté ces événements regrettables qui sont ourdis dans l'ombre par des intellectuels marxistes et qui obéissent à des consignes données par la conspiration subversive, le colonel López a lancé un appel aux paysans de la FECCAS et de l'UTC ainsi qu'aux jeunes membres du Bloc populaire révolutionnaire. Aux premiers, pour qu'ils ne se laissent pas **abuser** par de fausses promesses ni conduire en ville pour se faire mettre à la tête des provocations dirigées contre les forces de sécurité. Aux seconds, pour qu'ils réfléchissent sur les dangers auxquels ils s'exposent quand ils vont grossir les groupes armés poussés par des pseudo-rédempteurs qui, pour leur part, restent confortablement en sécurité dans leurs résidences et qui se moquent des souffrances causées par leurs prédications dissolvantes, comme c'est le cas pour Mme Gladys de Barahona, épouse de l'inspecteur tué à Apopa, qui a fait une crise de nerfs aggravée par le fait qu'elle est enceinte.

Après avoir ensuite regretté qu'un membre honorable des forces de sécurité ait perdu la vie dans l'accomplissement de son devoir, et qu'un compagnon d'armes soit en danger de mort par suite des affrontements provoqués ce matin, dans la capitale, par des éléments subversifs, le directeur de la Police nationale a présenté ses condoléances les plus sincères à la veuve inconsolable de l'inspecteur.

Enfin, le colonel López a déclaré que les forces de sécurité s'opposeront à toute altération de l'ordre public et à tout acte interdit par la loi. Les auteurs des derniers événements de violence seront traduits devant les tribunaux civils pour détermination de leurs responsabilités.

San Salvador, le 17 mars 1978

3- COMMUNIQUE DE L'ARCHEVECHE APRES LES MASSACRES DE SAN PEDRO PERULAPÁN
(20-23 mars 1978)

Bulletin d'information n° 39

San Salvador, le 28 mars 1978

A PROPOS DES EVENEMENTS DE SAN PEDRO PERULAPÁN ET DES ENVIRONS

1- A ce jour, l'archevêché a reçu de nombreux témoignages des habitants de La Esperanza, El Rodeo, Tecoloco et San Pedro Perulapán. La plupart sont en contradiction avec les informations publiées dans la presse.

2- Il nous semble que les journaux et la radio ne donnent que la version des groupes ORDEN ou du communiqué officiel. Les paysans accusés n'ont pas eu la possibilité de prendre la parole librement. Ils ont le droit de le faire. Tant qu'ils ne pourront pas s'exprimer, les informations resteront partiales et non crédibles.

3- La version qui, pour l'heure, nous semble la plus vraisemblable est la suivante:

- Le lundi-saint 20 mars, une quarantaine de membres de ORDEN ont capturé M. Transito Vasquéz demeurant à La Esperanza.

- Le mardi-saint 21, on a trouvé son cadavre avec la gorge tranchée et portant des marques de torture. Il y a eu ce jour-là un affrontement entre membres de ORDEN et membres de la FECCAS-UTC, qui s'est soldé par plusieurs blessés.

- Le mercredi-saint 22, des membres de la FECCAS-UTC ont pris le cadavre et l'ont veillé dans la chapelle de La Esperanza. Ils ont également capturé cinq membres de ORDEN. Ils en ont obligé trois à demander pardon au cadavre et à creuser la tombe; ils les ont relâchés les cinq le lendemain. Pendant la veillée funèbre un hélicoptère a mitraillé la chapelle et est resté longtemps à voler à très basse altitude.

- Durant tous ces jours-là, il y a eu divers affrontements qui se sont soldés par un nombre indéterminé de morts et de blessés de part et d'autre.

- Les familles des membres de ORDEN se sont, sur ordres supérieurs, réfugiées dans l'école de San Pedro Perulapán pour se mettre à l'abri des jets de pierres mais surtout, semble-t-il, pour faciliter le déroulement de l'opération contre la FECCAS-UTC.

- Les familles de paysans de la FECCAS-UTC ont également fui leurs maisons pour se protéger des attaques des membres de ORDEN et pour éviter d'être tués par les forces de sécurité au couré de l'opération militaire, comme cela était arrivé en d'autres occasions.

- Depuis le jeudi-saint 23 mars plusieurs camions de gardes nationaux sont arrivés à San Pedro Perulapán. Les militaires ont capturés plus de quarante membres de la FECCAS-UTC.

4- Devant cette situation alarmante, Mgr l'archevêque a convoqué d'urgence le directeur de Catholic Relieve Service, le pasteur de l'Eglise adventiste (Miramontes), celui de l'Eglise anglicane, celui de l'Eglise Emmanuel, Mme Eugenia de Muñoz, le représentant de l'ONU, M. Ricardo J. López - président de la Croix-Rouge salvadorienne, Mme Roser C. de Estevez - présidente de l'Association des femmes de médecins, la représentante de l'Association féminine de bienfaisance, celle du Front féminin salvadorien, le représentant de l'Association des avocats d'El Salvador, le directeur de Cáritas de San Salvador et le P. Víctor Manuel Slórzano.

Avec cette invitation, il s'agit de constituer une commission destinée à faire la lumière sur les événements, avec les objectifs suivants:

- a) enquêter sur la réalité des faits;
- b) faire connaître la vérité en l'accompagnant d'un jugement moral sur les responsables;

- c) établir la liste des besoins urgents des familles qui se sont enfuies de chez elles et qui sont non seulement réfugiées dans l'école de San Pedro Peralapan mais aussi cachées dans la montagne et qui dorment à la belle étoile;
- d) organiser toute forme d'aide aux familles selon leurs besoins et en fonction des possibilités de la commission.

5- La réunion constitutive a lieu le 28 mars à 11 H 30.

6- Autres événements

A San Francisco Los Reyes, circonscription de Zacatecoluca:

Le 25 mars, entre trois et quatre heures de l'après-midi, un convoi de l'armée basée à Zacatecoluca est passé devant un café de l'agglomération dans lequel se trouvait un groupe d'hommes. Ceux-ci, en voyant les soldats, ont pris peur et se sont enfuis. Sur quoi les militaires se mirent à leur poursuite en tirant des coups de feu. Un voisin fut atteint à la jambe; il s'agit de M. Rogelio Quintanilla, âgé de cinquante ans, qui surveillait ses vaches. Il a été conduit par les soldats à l'hôpital de Zacatecoluca pour y recevoir les soins nécessaires. Au cours de l'opération ont été capturés les paysans Jorge Mena, Ines Lainez (un homme), Nelson Vladimer Abarca et Esteban Alvarado, après avoir été poursuivis jusque dans leurs pâtures. Ils ont été emmenés à la caserne de Zacatecoluca.

San Salvador:

L'archevêché a reçu la visite des familles de Manuel Domingo Morales Aguilar, un jeune de dix-sept ans, de Miguel Angel Rodriguez Gonzalez, de dix-neuf ans, et de Felicita de Jesús Argueta, de vingt-et-un ans. Elles étaient très préoccupées et même angoissées par l'enlèvement de leurs enfants le dimanche 19 mars, près du collègue Cervantes, dans la ville de San Salvador.

San Juan Nonualco:

Des membres de la communauté de San Juan Nonualco, dans le département de La Paz, ont fait savoir à l'archevêché qu'une campagne de menaces et d'intimidations était en cours à El Pajal, Zacatillo, San Pedro Martir, Barrio San Antonio et Barrio San José, localités situées dans la circonscription de San Juan Nonualco; ainsi qu'à San Josécito et Penitente Abajo, dans la circonscription de Zacatecoluca. Cette campagne est le fait de membres de ORDEN et de la police locale.

Le diocèse de San Salvador regrette ces nouveaux incidents dont les plus pauvres et les gens simples sont toujours les victimes attitrées. Mgr Romero et l'Eglise diocésaine continuent de se déclarer solidaires du peuple qui souffre.

4- DECLARATION DE L'ARCHEVEQUE DE SAN SALVADOR LUE DANS LES EGLISES DU DIOCESSE
(31 mars 1978)

L'archevêque de San Salvador, conjointement avec son évêque auxiliaire et en accord avec le clergé diocésain, les religieux, les religieuses et les fidèles en général, vous fait savoir ce qui suit.

Tout le monde est au courant de la situation tragique que connaît notre pays, surtout à San Pedro Perulapan: les opérations militaires, le nombre élevé des morts et des blessés, les disparitions, les gens qui fuient leur domicile ou à qui on prend les maisons. Devant une situation aussi tragique, nous ne pouvons, en tant que pasteurs, certainement pas nous taire et nous devons, comme en de nombreuses autres occasions, donner l'éclairage de notre foi chrétienne.

Comme pasteurs du peuple de Dieu, cette situation nous rappelle en premier lieu la parabole bien connue du bon samaritain qui avait trouvé un blessé sur son chemin. Nous aussi nous rencontrons aujourd'hui un peuple qui gît blessé sur de nombreuses routes de notre patrie. Nous connaissons ses plaies de tous jours, mais aussi celles qui lui viennent de la situation actuelle. C'est cette patrie blessée qui nous empêche de nous écarter - comme l'ont fait le prêtre et le lévite de la parabole - et qui nous invite à nous approcher, comme le bon samaritain, pour panser ses plaies.

Sans intérêt de parti, nous voulons d'abord que la lumière soit faite sur ce qui se passe. Nous demandons une vérification authentique des faits car les versions qui nous en sont données sont confuses, partiales, voire contradictoires. Il y a une version officielle, puis celle des commentateurs de la presse et celle, enfin, des nombreux témoins qui se présentent à l'archevêché ainsi que nous l'avons relaté dans nos communiqués n° 39 et 40.

La presse est témoin de cette confusion dans l'information. C'est pourquoi nous demandons qu'on prenne les moyens permettant de mener à bien une enquête véridique et impartiale sur le déroulement des événements. Dans cette recherche de la vérité une place doit être reconnue à ceux qui sont directement impliqués dans les événements et officiellement accusés d'en être les responsables. Faire la vérité est un droit que l'Eglise réclame pour tous car c'est un des piliers d'une vie sociale organique, surtout lorsque ce qui est en jeu n'est pas seulement la vérité mais d'abord la vie.

Nous voulons, une fois encore, redire clairement que l'Eglise et notre diocèse n'ont jamais fait l'apologie de la violence. Au contraire, comme l'ont rappelé les évêques dans leur message de janvier, l'Eglise déclare: "Oui à la paix. Non à la violence". L'affirmation selon laquelle l'Eglise incite à la violence est donc fautive et diffamatoire. Nous le répétons car nous savons parfaitement que certains secteurs sociaux ne veulent pas l'entendre et rendent l'Eglise responsable des maux qui viennent en réalité de la structure injuste de la société. Notre vénérable prédécesseur, Mgr Luis Chávez y González, avait déjà dû se défendre d'une telle calomnie dans une note datée du 9 décembre 1976. Nous l'avons, pour notre part, répété à satiété dans nos sermons, messages et lettres pastorales. Il doit donc être bien clair que l'Eglise ne cherche pas à promouvoir la violence.

En cherchant à cerner les causes réelles de la violence, nous rappelons que si l'on n'offre pas aux plus pauvres de notre peuple, aux paysans, la possibilité d'exposer leurs besoins urgents et de présenter leurs justes revendications, les accès de violence deviendront malheureusement de plus en plus nombreux. Si l'on ferme aux paysans les portes de la discussion, de l'organisation pour la défense de leurs intérêts légitimes, de la manifestation pacifique, alors - ainsi que nous l'avons déjà dit dans notre message de janvier qui commentait la loi de défense et de garantie de l'ordre public - les incidents violents ne pourront qu'augmenter. Il est donc urgent de créer un climat social et politique permettant aux paysans d'exprimer clairement et librement leurs besoins.

Un tel dialogue ne sera de nature à rétablir la paix souhaitée que s'il existe la volonté délibérée de transformer les structures injustes de la société. Seule cette transformation permettra de supprimer les violences concrètes, oppressives, répressives ou spontanées. Sinon, comme l'ont dit les évêques latino-américains, la violence s'institutionnalise et ses fruits ne tardent pas à apparaître. L'Eglise croit à la paix, mais elle sait très bien que celle-

n'est pas l'absence de violence ni le résultat de la violence répressive. La paix véritable ne peut être que le fruit de la justice. Nous voulons croire que personne, pas un seul salvadorien de bonne volonté, ne souhaite la violence, les luttes fratricides contre les paysans, les opérations militaires. S'opposer vraiment à la violence c'est se mettre à la tâche, exigeante, longue et dure, de partage dans la justice entre tous les salvadoriens de la richesse de notre pays, celle de tous les hommes et de toutes les femmes de notre pays.

C'est pourquoi nous lançons un appel à tous les salvadoriens de bonne volonté pour qu'ils coopèrent à la paix véritable et qu'ils oeuvrent dans le sens de la justice. Nous condamnons une fois encore la violence des structures et les formes concrètes de violence qui aboutissent inévitablement à l'autodéfense violente. Sinon, nous ne sortirons jamais de la spirale de la violence.

Nous lançons un appel au discernement et à la réflexion. Notre pays ne peut continuer sur cette voie. Il faut faire tomber le mur d'indifférence chez tous ceux qui se contentent d'être de simples spectateurs devant la situation terrible qui affecte surtout la campagne. Il faut combattre l'égoïsme qui se cache chez ceux qui refusent de céder du leur pour le service des autres. Il faut retrouver en profondeur la vérité évangélique selon laquelle nous devons être au service des masses pauvres.

Nous lançons également un appel au gouvernement pour qu'il prenne les moyens de pacifier efficacement le pays. Nous pensons que l'un de ceux-ci serait une amnistie, raisonnable et généreuse, comme signe qu'on veut réellement la paix entre salvadoriens. Ce serait le premier pas vers l'ouverture d'un dialogue, en attendant d'autres pas en direction d'un ordre social meilleur.

Nous demandons à tous de prier pour les morts et pour leurs familles, afin que ceux-là reposent dans la paix du Seigneur et que celles-ci puissent reconstruire leur vie. Nous demandons aussi à tous de coopérer généreusement en apportant une aide économique aux nombreuses familles dans le deuil, sans foyer et ayant des personnes blessées.

Nous terminons ce message dans la même sensibilité évangélique qu'au début. Notre pays est blessé. Il a besoin d'un bon samaritain. C'est la seule raison qui nous pousse en tant que pasteurs du peuple de Dieu. Et c'est pour cette même raison que nous voulons que la lumière soit faite, que tout le monde ait droit à la parole, que les vrais besoins des paysans soient reconnus, que tous ensemble nous édifiions une société propre à les satisfaire, et qu'ainsi soient extirpée la violence et bâtie la paix.

San Salvador, le 31 mars 1978

A LIRE A TOUTES LES MESSES DU DIMANCHE

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, nous vous serions obligés d'indiquer la source DIAL)

Abonnement annuel: France 160 F - Etranger 185 F (voie normale)
(par avion: tarif sur demande)

Directeur de publication: Charles ANTOINE - Imprimerie DIAL
Commission paritaire de presse: 56249 - ISSN: 0399-6441